



Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen de Nouvelle-Calédonie

BP 702, 98810 MONT-DORE – Tél/Fax (687) 43 40 87

Courriel : ldhnc@lagoon.nc



Communiqué

La Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen de Nouvelle-Calédonie étant interpellée au sujet du conflit l'USTKE/AIRCAL et de l'emprisonnement de Gérard Jodar, lance un appel à la réalité et à la raison.

La Nouvelle-Calédonie est un pays en cours de décolonisation et en construction, avec l'accord et l'aide de la France (referendum national du 05.11.88). La procédure est définie constitutionnellement par l'Accord de Nouméa de 1988.

Aujourd'hui, en 2009, le mouvement d'émancipation se poursuit jour après jour et tant bien que mal. Certains essaient de le freiner. D'autres veulent l'accélérer. Les conflits ne manquent pas.

L'accord de Nouméa, obtenu dans la souffrance et les larmes, a besoin de toute notre considération à nous tous citoyens.

La LDHC-NC est née au lendemain de l'Accord de Nouméa à l'initiative de simples citoyens et reste ouverte à toutes les bonnes volontés. Elle a lancé cette année un bilan de l'Accord de Nouméa dans l'application de son texte, dans sa perception sociétale et dans ses perspectives politiques.

La LDHC-NC n'est pas une instance de médiation ou de solution des conflits. Elle n'est pas intervenue dans le conflit AIRCAL-USTKE car il n'y avait pas à son avis d'atteinte aux droits fondamentaux, en particulier au droit de grève, qui a été largement utilisé et qui a parfois conduit à des abus manifestes.

Au sujet de l'emprisonnement de Gérard Jodar et de ses camarades, nous pensons fermement que le « tout répressif » n'est pas la solution au maintien de l'ordre. En 1974, nous avons été nous-mêmes condamnés à des peines de plusieurs mois de prison ferme pour de simples distributions de tracts ou pour un « sit-in ». Cela ne nous a pas empêché de continuer à affirmer nos idées.

C'est pourquoi nous faisons aussi un appel à la raison.

Notre devise est « Terre de Parole, terre de Partage », soit dialogue et solidarité partout et à tous les niveaux. Ne conviendrait-il pas de jouer davantage la transparence, de ne pas tout mélanger et de prendre ses responsabilités ?

Mentir ou ne dire qu'une partie de la vérité, est-ce responsable ?

Amalgamer coutume et modernité, ou syndicalisme et décolonisation, ou justice et vindicte populaire, est-ce responsable ?

Privilégier l'usage de la force dans les rapports sociaux et politiques, est-ce responsable ?

Nos structures politiques, syndicales et associatives, doivent mettre en avant des valeurs essentielles comme la tolérance et le respect des différences, pour ne pas rompre l'équilibre si fragile de l'accord de Nouméa mais au contraire pour le faire vivre et le consolider.

Le président Elie Poigoune et le Bureau de la LDHCNC